

L'Open Data et les administrations en Région de Bruxelles-Capitale

Tous prêts !

L'Open Data pour un futur « smart » à Bruxelles

Dans la ville intelligente, pratiquement chaque parcelle d'information relative à la ville, à ses services, à ses équipements, à sa population, à son économie, à son environnement,... existe sous la forme de données numériques.



Ces données représentent un intérêt pour les chercheurs et la presse, mais également pour les citoyens et les entreprises. Les start-ups de l'économie numérique les utilisent notamment pour créer de nouveaux services web ou des applications mobiles afin de répondre aux besoins et souhaits de la population.



En réponse à l'agenda digital européen, la Région de Bruxelles-Capitale a fait le choix d'ouvrir ses données et de les rendre accessibles sur un portail régional bruxellois développé par le CIRB. L'Open Data est désormais une réalité et la règle.

La stratégie régionale d'Open Data comporte une vision ambitieuse sur l'Open Data et une série de points d'action concrets pour les années à venir. Cette démarche s'inscrit aussi dans la dimension Smart City vers une région **connectée, durable, sécurisante et ouverte**.

Le cadre légal de la stratégie Open Data

La **Directive 2013/37/UE du Parlement et du Conseil européen du 26 juin 2013 concernant la réutilisation des informations du secteur public** impose une obligation claire aux Etats membres de rendre accessibles tous les documents détenus par les administrations à des fins de réutilisation sauf si leur accès est limité ou exclu en vertu de la réglementation nationale existante sur l'accès aux documents.¹

Au niveau régional, le projet d'ordonnance transposant la directive européenne a été déposé au **Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale** le 9 juin 2016, sous l'impulsion de la Secrétaire d'Etat en charge de la Stratégie numérique, Bianca Debaets et de la Secrétaire d'Etat en charge de la Simplification administrative, Fadila Laanan. Ce texte sera voté à l'automne 2016. Les citoyens et entreprises peuvent alors introduire un **recours contraignant** contre toute administration n'ayant pas ouvert ses données.

► L'ordonnance du 29 mars 2012 soutient que les statistiques produites, collectées et commandées par les administrations bruxelloises soient **différenciées selon le genre**. Elle répond à l'obligation internationale qui s'appuie sur le fait que les besoins des hommes et des femmes ne sont pas nécessairement similaires, de par leurs positions différentes dans la société, contrairement à ce qui est généralement supposé.

¹ Source : Journal Officiel de l'Union européenne du 27 juin 2013, L175.



L'Open Data et ses avantages sous la loupe

L'Open Data représente l'ouverture de toutes les données ou informations publiques à caractère non personnel qui sont informatisées ainsi que collectées par les pouvoirs publics dans le cadre d'une tâche publique et avec des moyens publics. Ces données sont mises à disposition **sous forme électronique** en utilisant des standards ouverts et peuvent ainsi être **réutilisées gratuitement ou à coût marginal**.² La réutilisation des données peut être liée à une **licence** contenant des conditions d'utilisation (comme la mention de la source et date de publication) afin de garantir la sécurité juridique des réutilisateurs, sans limiter les possibilités de réutilisation.

Ces données ouvertes assurent une **plus grande transparence du fonctionnement des pouvoirs publics, une augmentation de leur efficacité et permettent une réutilisation innovante** par les citoyens, les entreprises et les organisations à des fins commerciales ou non. Elles peuvent ainsi créer de nouvelles richesses, par exemple dans le cas de combinaison de données pour le développement d'applications. Une politique d'Open Data à Bruxelles peut contribuer à la création de 1500 nouveaux jobs et rapporter 180 millions d'euros à l'économie bruxelloise.³

² Seule une contribution pour les frais de mise à disposition, p.ex. le stockage sur supports électroniques, peut encore être réclamée. Pour ce qui est des autorités qui doivent tirer des revenus de la mise à disposition de leurs documents, comme les bibliothèques, les archives et les musées, celles-ci peuvent encore appliquer des tarifs plus élevés.

³ Source : Measuring European Public Sector Information Resources.

L'Open Data **stimule l'esprit d'entreprise, permet l'émergence de produits et services novateurs, offre des instruments de management et de planification pour des outils d'aide à la décision et contribue au développement d'une économie jeune et dynamique de la connaissance en Région de Bruxelles-Capitale.** Elle renforce la légitimité des pouvoirs publics en permettant aux administrations, de réutiliser les données des autres administrations ce qui représente une **économie financière**, génère des **gains d'efficacité** et contribue à **améliorer la qualité des données**. Les entreprises publiques relèvent dans ce cadre des nouvelles règles, permettant aux développeurs d'applis d'avoir plus facilement accès aux données publiques, ce qui a un **impact positif sur l'économie**.



La législation renverse la logique qui présidait jusqu'à ce jour qui faisait de l'ouverture des données une exception. **Aujourd'hui, l'ouverture des données est la règle**, les dérogations deviennent l'exception, comme la sécurité ou la propriété intellectuelle de tiers. Si une administration décide de publier des données qui comportent des informations à caractère personnel, elle devra prendre des mesures de précaution pour les occulter.

La réussite de l'Open Data tient à une double dynamique :

- **l'offre généreuse** : la mise à disposition d'un maximum de données de qualité (géolocalisées, en temps réel et mises à jour régulièrement).
- **l'usage qu'en font les citoyens et les développeurs** : la consultation des données, leur réutilisation, la création de nouveaux services et la génération de phénomènes de co-production.

Une continuité maximale doit par ailleurs être assurée : les utilisateurs des données ouvertes doivent pouvoir compter sur la disponibilité des données **dans le futur** également. Pour **garantir l'ancrage de la logique d'ouverture dans la politique du service public**, chaque service public développe une stratégie d'Open Data et désigne un **chef de projet**. Cette démarche nécessite le déroulement de certaines étapes :



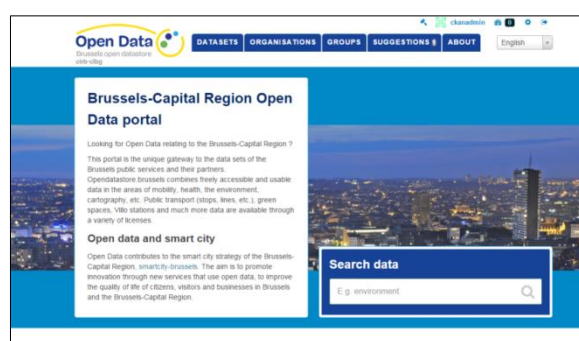
Stimuler la réutilisation des données et éliminer les obstacles

Plusieurs lignes directrices de la stratégie d'Open Data mettent pleinement à profit le potentiel économique de l'Open Data :

- la **combinaison de groupes de données** pour le développement d'applications innovantes
- la proposition des données dans des **formats techniques qui facilitent la réutilisation** (Excel ou CSV au lieu de PDF par exemple)
- la **mise à disposition** des données des administrations d'ici 2020 **de manière proactive**. Les possibilités d'application n'apparaissent clairement qu'une fois les données rendues disponibles.

Le portail de la Région Bruxelles-Capitale

Afin de centraliser toutes les données ouvertes de la Région de Bruxelles-Capitale, le **CIRB** a développé un portail qui offre un accès libre à des jeux de données proposés par les services publics bruxellois et leurs partenaires sous différents formats, notamment dans les domaines de la mobilité, la santé, l'environnement, la cartographie... Ce portail vise les administrations publiques de la Région et des communes ainsi que leurs partenaires privés.



Easybrussels, l'agence en charge de la Simplification administrative, a pour mission de rencontrer les services publics pour promouvoir cet outil et dresser un inventaire des jeux de données existants et à venir.

opendatastore.brussels

Des exemples concrets en Région de Bruxelles-Capitale

De nombreuses données ouvertes sont à ce jour déjà utilisées : qualité de l'air, travaux routiers, transports en commun, espaces verts, stations de vélos ou de voiture électriques partagées... Elles ont permis de développer une multitude de services et d'applications sur lesquelles peuvent s'appuyer citoyens, entreprises et administrations. Les exemples en Région de Bruxelles-Capitale sont nombreux. En croisant les données géographiques, historiques et patrimoniales avec des cartes collaboratives, des serveurs de vélos partagés ou encore de restaurants, chacun peut consulter la disponibilité de vélos partagés à une station spécifique, suivre le chemin en temps réel d'un livreur de repas à domicile, évaluer quelle piscine se trouve la plus proche de son lieu de travail ou participer à des jeux de pistes payants. Parmi les outils les plus consultés également basés sur des données d'Open Data : les horaires des trains, les prévisions météorologiques,... L'éventail des possibilités et des utilisations de l'Open Data est vaste.

La Ville de Bruxelles applique déjà les principes de l'Open Data et permet depuis 2014 à chacun d'accéder à toutes ses données publiques depuis son site opendata.bruxelles.be. Les habitants peuvent y rechercher des crèches, mais aussi imaginer de nouvelles applications et rendre leur ville ainsi encore plus intelligente. Grâce à cette initiative, la Ville de Bruxelles a été nommée pour le **Belfius Smart City Award**.

Que doit faire l'administration ?

Toutes les administrations sont concernées par l'Open Data. C'est pourquoi il est désormais urgent de **désigner un chef de projet Open Data au sein de votre administration** qui deviendra le point de contact unique avec Easybrussels et le CIRB. Il ou elle veillera à **coordonner l'inventaire des jeux de données dans votre administration** afin de respecter le cadre légal de l'Open Data en Région de Bruxelles-Capitale.

Avec vous, « Brussels Smart City » et l'économie innovante deviennent une réalité à portée de mains.

Des questions ?

Easybrussels : easy@sprb.brussels

CIRB : opendata@cirb.brussels